

**RAPPORT D'ÉVALUATION DE PROTECTION**  
**ZONE DE RETOUR DES PDIS EN GROUPEMENT BUKOMBO, RUTSHURU**  
**11 AU 19 SEPTEMBRE 2022**



*Ménage d'une famille retournée au village Mashango.*

**L'évaluation conjointe organisée par les GTMP ET GTLAM - réalisée par :**

1. INTERSOS.
2. FOCUS DROITS ET ACCES (FDA).
3. Synergie des Organisations Paysannes de Développement Intégrale (SYOPADI)
4. Synergie pour la Lutte Anti-mine (SYLAM).
5. Comité Internationale pour l'Aide d'Urgence et Développement (CIAUD).

**Septembre 2022**

## CONTENU

<b>RÉSUMÉ</b> .....	1
<b>1. INTRODUCTION</b> .....	2
1.1. Contexte, objectif de la mission et méthodologie.....	2
1.2. Localisation et accessibilité.....	3
<b>2. CONTEXTE SECURITAIRE</b> .....	3
<b>3. SITUATION DE PROTECTION</b> .....	3
3.1. Mouvements de retour de la population .....	3
3.3. Violences basées sur le genre (VBG).....	4
3.5. Lutte Antimines (LAM) .....	5
<b>4. AUTRES BESOINS SECTORIELS</b> .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b> 5
4.1. Accès à l'éducation .....	5
4.2. Sécurité alimentaire et moyens de substance .....	5
4.3. Wash.....	6
4.4. Abris.....	6
4.5. Santé.....	6
<b>5. ANALYSE DO NO HARM</b> .....	7
<b>6 RECOMMANDATIONS</b> .....	7

## RÉSUMÉ

<b>Période d'évaluation</b>	<b>Du 11 au 19 septembre 2022</b>
<b>Villages évalués</b>	<b>Gashavu, Kavumu, Shonyi, Karambi centre, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva, Kanyangohe</b>
<b>Mouvements de populations</b>	Depuis décembre 2021, on dénombre <b>9.473 ménages de 32.597 personnes</b> retournées dans les agglomérations de Gashavu, Kavumu, Shonyi, Karambi, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva et Kanyangohe. Ce retour est intervenu après une année en zones de déplacement à Bukombo centre, Kitshanga, Kahe, Katsiru et Mweso. L'accalmie observée dans la zone avait motivé ce retour après des opérations conduites par les FARDC en mars 2021 contre un groupe armé étranger et un groupe armé national.
<b>Accessibilité</b>	Les villages Gashavu, Karambi, Mudugudu, Kitunva et Kanyangohe sont accessibles par motos et véhicules en toutes saisons. Cependant, les villages Kavumu, Shonyi et Mashango sont difficilement accessibles pendant la période pluvieuse. Ils sont situés respectivement à 4,6 et 18 kms de Birambizo centre.
<b>Situation sécuritaire</b>	Un groupe armé est actif à <b>Kavumu, Karambi centre, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva, Kanyangohe</b> . Les acteurs humanitaires ne sont pas ciblés par cet acteur armé. Les FARDC sont présentes à Gashavu et Shonyi. On note la présence des barrières érigées par un groupe armé et FARDC dans les zones évaluées. Sur ces barrières, plusieurs violations sont commises contre les civils.
<b>Protection de l'enfant</b>	19 enfants non accompagnés ont été identifiés aux villages Mashango et Kitunva. 15 ESGA (enfants sortis des groupes armés) ont été également identifiés. Selon les sources locales, ces ESGA n'ont jamais suivi le processus de DDRR.
<b>LAM</b>	Dans le groupement Bukombo, on observe une prolifération des restes explosifs de guerres (REG) depuis les affrontements dans ces zones et la présence des acteurs armés non étatiques. Depuis janvier, <b>46 personnes</b> ont été victimes de REG et d'armes légères et de petit calibre (ALPC). Aucune action de marquage de ces zones a été faite. On note également une faible connaissance sur la prévention.
<b>VBG</b>	L'aire de santé de Karambi et l'aire de santé de Bukombo centre connaissent un taux de violence conjugale élevé, un défi dans la dénonciation des cas VBG par les survivantes et un taux faible de fréquentation des structures sanitaires. Cette situation est liée aux craintes de rejet communautaire et au statut de la femme dans la zone. On note des défis dans la prise en charge holistique des survivantes.
<b>Abris/AMES</b>	On note les besoins de 1.523 abris transitionnels pour des retournés dont les maisons avaient été incendiées ou détruites lors des affrontements par les acteurs armés. Ces besoins sont plus ressentis aux villages Gashavu, Mashango, Kitunva et Mudugudu.  En outre, <b>9.473 ménages</b> retournés expriment aussi des besoins en AME/NFIs. Pendant les déplacements et affrontements, les biens des PDI avaient été ravés par les acteurs armés, et d'autres incendiés dans certaines maisons.
<b>Sécurité alimentaire</b>	Les activités champêtres constituent la source principale de survie dans la zone. Les mouvements des retournés vers les champs sont restreints par la détérioration de la situation sécuritaire et de protection des civils par les acteurs armés. Cette situation a un impact en termes de sécurité alimentaire et accentue la vulnérabilité des communautés retournées qui expriment donc des besoins en vivres.
<b>Santé</b>	En zone de santé de Birambizo les soins sont payants et certains retournés sont obligés de se rendre à l'hôpital général de Mweso à environ 25 kms. Cette distance les expose aux risques de santé et de protection.

<b>Education</b>	On dénombre 5 écoles qui auraient été pillées et endommagées par les acteurs armés lors des affrontements aux villages Mashango, Kitunva et Mudugudu en mars 2021. Il s'agit de l'EP Gashavu, Mashango, Kavumu et Karambi. Ces écoles nécessitent des réhabilitations et un appui en matériels scolaires.
<b>Besoins urgents /Recommandations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Abris et AMEs pour 1.523 ménages ;</li> <li>- Vivres aux 9.473 ménages des PDI's retournées ;</li> <li>- Réhabilitation de la route Birambizo-Mashago et Birambizo-Shonyi ;</li> <li>- Déploiement des actions de prévention et réponse à la VBG dans la zone évaluée ;</li> <li>- Approvisionnement en intrants médicaux des structures sanitaires existantes ;</li> <li>- DDR-enfant dans les zones évaluées ;</li> <li>- Renforcement du monitoring de protection dans la zone ;</li> <li>- Réhabilitation et réaménagement des sources d'eau à Mashango, Gashavu et Kanyangohe ;</li> <li>- Dépollution de la zone de retour, éducation et sensibilisation des retournés sur les risques liés aux mines.</li> </ul>

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. Contexte, objectif de la mission et méthodologie

Selon l'alerte ehtools de OCHA 4440, environ 8.275 ménages sont retournés dans les agglomérations Gashavu, Kavumu, Shonyi, Karambi centre, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva, Kanyangohe en groupement Bukombo depuis décembre 2021. Les opérations militaires contre les groupes armés ont été à la base d'un déplacement forcé de ces retournés en 2021, en groupement Bukombo.

Ces PDI's retournées expriment plusieurs besoins y compris en protection, étant donné que la zone avait enregistrée plusieurs conséquences liées aux affrontements. Lors des opérations certaines maisons et structures sociales auraient été détruites par des acteurs parties au conflit. On note l'absence de l'assistance humanitaire multisectorielle nécessaire notamment en abris, AME, sécurité alimentaire, WASH, Éducation, santé.<sup>1</sup> Ces retournés seraient également exposés aux restes explosifs de guerre et armes légères à petit calibre étant donné que ces zones ont subis régulièrement des affrontements entre les acteurs armés.

Les GTMP et GTLAM ont organisé une évaluation rapide multisectorielle dans les villages de cette région où une forte concentration des retournés est signalée, afin d'identifier les besoins réels de ces retournées pour le positionnement des acteurs de réponse.

L'évaluation a été réalisée entre le 11 et le 19 septembre 2022 pour :

- Évaluer les besoins humanitaires en termes d'abris, AME, sécurité alimentaire, WASH, Éducation et santé.
- Se renseigner sur la situation propice à un retour des PDI's, en analysant le degré d'accessibilité aux services sociaux de base.
- Évaluer les risques de protection auxquels les retournés sont exposés.
- Effectuer l'analyse « do no harm » dans les zones de retour avant toute assistance éventuelle.

La méthodologie suivante a été adoptée :

- 26 informateurs clés ont été contactés parmi lesquels les autorités locales, autorités militaires et policières, les représentants des retournés, les responsables sanitaires et des écoles, les structures communautaires de protection et les acteurs de la société civile.
- 24 focus groupes ont été organisés en raison de 3 par village avec les retournés (hommes, femmes et jeunes) et les résidents, suivant les critères AG (Age, Genre).
- Une observation directe a été menée pour vérifier les besoins et autres risques de protection auxquels sont exposés les retournés et les PDI's retournées dans la zone.

<sup>11</sup> Cf : Ehtool OCHA 4440

## 1.2. Localisation et accessibilité

Le groupement Bukombo est situé en territoire de Rutshuru, chefferie de Bwito et a des limites avec la chefferie de Bashali Mokoto territoire de Masisi à une distance de 34 kms de Kitshanga, notamment aux coordonnées S 01° 10' 08'',4 ; E 029° 08' 02''.

Les villages Gashavu, Karambi, Mudugudu, Kitunva et Kanyangohe sont facilement accessibles par motos et véhicules en toutes saisons. Les villages Kavumu, Shonyi et Mashango sont difficilement accessibles pendant la période pluvieuse. Ils sont situés respectivement à 4,6 et 18 kms de Birambizo centre.

Tous les villages évalués sont sous contrôle des acteurs armés non étatiques exceptés les villages Gashavu et Shonyi où il y a présence des FARDC à un effectif réduit. En termes de sécurité, ces zones sont accessibles malgré la présence des acteurs armés non étatiques.

## 2. CONTEXTE SECURITAIRE

Depuis le début de l'état de siège en mai 2021, les groupes armés avaient manifesté la volonté de se rendre aux FARDC et de cesser les hostilités. Cette attitude a permis aux PDI de retourner dans leurs villages. Néanmoins, un groupe armé reste actif dans les agglomérations de Mashango, Karambi, Mudugudu, Kitunva, Kanyangohe, tandis qu'on note la présence des FARDC à Shango et Gashavu.

Dans ces zones, les civils seraient soumis à plusieurs abus, notamment des extorsions des biens, des coups et blessures, des enlèvements. En outre, 10 barrières ont été identifiées dans la zone dont 7 érigées par un groupe armé et 3 par les FARDC. Plusieurs violations des droits humains sont commises au niveau de ces barrières, notamment des extorsions des biens, des coups et blessures, des arrestations arbitraires, des enlèvements.

## 3. SITUATION DE PROTECTION

### 3.1. Mouvements de retour progressif de la population depuis mai 2021

Tableau récapitulatif des mouvements de retour des populations en groupement Bukombo.

Villages de déplacements	PDI en F.A		Villages de provenance
	Ménages	Individus	
Mashango	2.176	8.268	Mweso, Kahe, Kitshanga et Bukombo centre
Kavumu	873	3.317	
Shonyi	755	2.869	
Karambi	617	2.344	
Mudugudu	1.523	5.787	
Kitunva	924	3.511	
Gashavu	1.711	6.501	
Kanyangohe.	894		
<b>Total Retournés.</b>	<b>9.473</b>	<b>32.597</b>	

Sources : Bureau du groupement Bukombo.

Environ **9.473 ménages de 32.597 personnes** sont retournés dans les villages susmentionnés. Leur retour a été motivé par une accalmie observée depuis mai 2021 dans la zone de provenance après leur déplacement à la suite des affrontements entre FARDC et acteurs armés non étatiques.

### 3.2. Violations des droits humains de janvier 2021 au 15 septembre 2022

Violations par Auteurs	Arrestation arbitraire / détention illégale	Enlèvement ou disparition forcée	Recrutement Force	Travaux forcés	Extorsion des biens	Pillages	Blessures ou morts dues aux mines/UXOs	Coups et blessures	Homicide (meurtre)	Viol	Agression sexuelle	Agression physique	Deni des ressources, services et opportunité	
FDRL	0	12	0	4	9	0	0	1	0	0	1	0	0	27
FARDC	13	1	0	4	43	9	0	11	4	10	4	0	0	99
MAI MAI	0	13	1	9	25	3	3	17	3	13	3	0	0	90
Bandit	0	6	0	0	4	0	0	7	4	1	0	0	0	22
Pop Civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0	6	4	12
Grand Total	13	32	1	17	81	12	3	36	11	26	8	6	4	250

### 3.3. Violences basées sur le genre (VBG)

Depuis janvier 2021, plusieurs cas de viols ont été dénombrés dans les zones évaluées.

Au total, 250 incidents de protection ont été documentés depuis le 10 janvier 2021 jusqu'au 15 septembre 2022 en groupement Bukombo. Les incidents majeurs sont des extorsions (81), des coups et blessures (36), enlèvement (32) et viols (26). Les acteurs armés sont les principaux auteurs de ces violations et les victimes sont majoritairement des retournés. Des recouvrements des jetons payés mensuellement sont à la base de la plupart de ces violations par un groupe armé.

Plus de 90% des auteurs sont des acteurs armés. Les femmes et filles sont exposées aux viols pendant leurs mouvements vers les marchés et la recherche des vivres dans les champs où il y a la présence des acteurs armés.

Les zones évaluées connaissent un défi de manque de dénonciation des cas par les survivantes et de faibles taux de fréquentations des structures sanitaires. En effet, les survivantes, craignent d'être répudiées par leurs maris. Cette problématique est un des facteurs à la base de la faible dénonciation, et rend difficile l'orientation des survivantes vers les structures des prises en charge.

Lors des groupes de discussion avec les femmes, des cas d'agression physique sur les femmes par leurs maris ressortent régulièrement, environ 7 femmes sur 10 semble être affectées. Le statut de la femme dans la zone comme inférieur à l'homme favoriserait ces actes.

Dans les villages ayant fait objet d'évaluation, 5 structures de prises en charge médicales des survivantes sont disponibles, notamment l'hôpital général de Birambizo, le centre de santé de Karambi, le poste de Mudugudu et le poste de santé de Kanyangohe.

Vu que les soins sont payants dans toutes ces structures, les survivantes n'ont pas suffisamment d'informations sur la gratuité de kits PEP étant que tous les autres soins sont payants. Certaines survivantes se sentent donc obligées de rejoindre l'hôpital général de Mweso à environ 28 km où les soins sont gratuits. On note plusieurs risques sur la route à cause de la présence des acteurs armés. On note également la rupture régulière de kit PEP au centre de Karambi et aux deux postes de santé susmentionnés et l'absence de prise en charge holistique notamment juridique, réinsertion socioéconomique dans ces zones.

### 3.4. Protection de l'enfant

L'activisme des acteurs armés nationaux affecte l'environnement protecteur des enfants dans les agglomérations de **Gashavu, Kavumu, Sonyi, Karambi centre, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva, Kanyangohe**. 19 enfants non accompagnés ont été identifiés aux villages Mashango et Kitunva.



15 ESGA (enfants sortis des groupes armés) ont été également identifiés dans les mêmes agglomérations. Selon les sources locales, ces ESGA n'ont jamais suivi le processus de DDRR et vivaient clandestinement dans la zone. Certains possèderaient encore des effets militaires, ce qui restent une menace pour la communauté. Ils courent également le risque de nouveau enrôlement dans ce groupe armé pour augmenter ces effectifs en cas d'attaque. Aucun acteur en protection de l'enfant n'est positionné dans la zone pour le suivi des cas des enfants à risque.

### **3.5. Lutte Antimines (LAM)**

Dans le groupement Bukombo, on observe une prolifération de restes explosifs des guerres (REG) depuis les affrontements dans ces zones. Depuis janvier 2022, au moins 46 personnes ont été victimes de REG et ALPC dans la zone de retour. Parmi ces victimes, 35 ont été blessées et 11 ont été tuées.

Les PDI's retournés et résidents dans les zones évaluées exercent des activités comme les travaux des champs, la recherche des bois de chauffage, et autres activités qui les exposent aux dangers dus à la présence avérée ou soupçonnée des mines, REG, ALPC et autres Engins Explosifs non encore identifiés dans ces entités post-conflit.

Entre le 12 et le 15 juillet 2021, dans les localités de Kavumu et Shonyi, 6 mortiers type 27 de 60mm ont été découverts. 4 de ces mortiers sont dans un champ appartenant à un habitant à Kavumu, tandis que 2 sont dans une installation sanitaire du chef de localité de Shonyi. Ces engins restent dans ces endroits avec risque d'explosion. En outre, le 2 septembre 2021 un stock de 15 mortiers M74, HE de 82mm a été découvert dans la localité Mashango par des enfants qui allaient à l'école, 1 grenade a été découverte à Karambi-Chahemba, 1 obus à Mashango centre et d'autres engins ont été signalés dans les axes Mudugudu et Kanyangohe. Aucune action de marquage de ces zones soupçonnées n'a été conduite. Les populations dans ces zones n'ont pas été sensibilisées sur les dangers liés à la présence de ces engins explosifs.

Vu ce contexte, l'équipe en mission GTLAM a menée des actions de prévention des conséquences de ces engins : 9 séances de sensibilisation sur les risques des mines et restes explosifs de guerre ont été organisées ; 936 personnes ont bénéficié de cette sensibilisation sur les conséquences liées aux engins explosifs de guerre et prévention de ses risques. Parmi ces bénéficiaires, 267 sont des hommes, 308 femmes, 166 garçons, 132 filles, 41 sont des personnes de troisième âge et 22 sont des personnes en situation d'handicap (PSH). En Annexe les détails de ces activités.

## **4. AUTRES BESOINS SECTORIELS<sup>2</sup>**

### **4.1. Accès à l'éducation**

Les infrastructures scolaires ont été affectées par l'activisme des groupes armés et des affrontements en répétition dans le groupement Bukombo. On dénombre 5 écoles qui avaient été pillées et endommagées par les acteurs armés aux villages Mashango, Kitunva et Mudugudu. Il s'agit de l'EP Gashavu, Mashango, Kavumu et Karambi.

A la suite de cette situation, l'EP Gashavu et Kavumu ne fonctionnent pas. Bien que les enseignements soient gratuits, la majorité des enfants ne fréquente pas les milieux scolaires. La plupart de parents lient cette situation à la distance considérable qui séparent certains villages des écoles. Ces enfants courent le risque d'enrôlement dans les groupes armés dans la zone.

### **4.2. Sécurité alimentaire et moyens de subsistance**

Les activités champêtres constituent la source principale de survie dans la zone. Plusieurs barrières illégales érigées par des acteurs armés non étatiques et par les FARDC réduiraient les mouvements des civils vers leurs champs. Cette situation réduit la production agricole, ce qui est un risque de la malnutrition dans la zone. Selon les responsables sanitaires, la malnutrition sévère est fréquente chez les enfants de moins de 5 ans et chez les adultes. Selon les mêmes sources, 73 cas enfants souffrant de malnutritions ont été enregistrés depuis janvier 2022 au centre de santé Karambi, C.S. Bukombo.

---

<sup>2</sup> Observations basées sur les différents piliers de la protection transversale.

L'insuffisance des espaces pour cultiver contraindrait aux retournés de louer des portions de terre, et entraîne la faible production qui ne sert que pour la survie familiale pendant quelques jours. Les champs à cultiver sont éloignés des villages pour plusieurs retournés (6 à 7 km).

Les conditions de vie difficiles et la pauvreté ont affecté négativement la vie des familles retournées. Plusieurs ménages ont réduit le nombre de repas. Ces agglomérations affectées par la crise s'approvisionnent en maïs, haricot, manioc, mais les femmes en charge de récupérer les aliments sont obligées de parcourir entre 6 et 34 km pour accéder aux marchés, notamment de Kitshanga et de Birambizo. En fait, aucun marché n'est construit dans les villages dans les agglomérations évaluées.

#### 4.3. Wash

L'accès à l'eau dans plusieurs villages du groupement Bukombo reste encore faible. Les sources d'approvisionnement à Kashavu et Kanyangoye ne sont pas aménagées. Vu aussi le manque de notions en pratiques d'hygiène et d'approvisionnement en eau, certains ménages pratiquent la défécation à l'aire libre dans la brousse ou chez les voisins au risque de pollution de l'environnement et de maladies d'origine hydrique. Selon les informations récoltées dans les focus groupes, 3 ménages sur 10 n'ont pas des latrines et la majorité sont des personnes des troisièmes âges. Au mois d'aout, le centre de santé Murambi a enregistré 15 cas des diarrhées simples.

#### 4.4. Abris

Les habitations de **1.523 ménages** ont été incendiées ou endommagées<sup>3</sup> par les acteurs parties au conflit lors des affrontements dans les zones de retour, notamment à Gashavu, Mashango, Kitunva et Mudugudu. Plusieurs maisons avaient été détruites et les matériaux utilisés comme bois de chauffe par les acteurs armés lors du conflit (affrontements).

Certaines familles jusqu'à présent n'ont pas de maisons ou sont sous logées dans les maisons d'autres retournés ou résidents de la zone. Les retournés dont les maisons ont été incendiés et endommagés expriment le besoin en abris transitionnels. Pendant les déplacements et affrontements, les biens des PDI avaient été ravés par les acteurs armés et d'autres incendiés dans certaines maisons. Les retournés expriment aussi les besoins en AME/NFI.

Dans la zone couverte par la présente évaluation, la plupart des abris sont construits en pisé avec couverture en paille (84%), juste un nombre très réduit est construit en pisé avec couverture en tôles (15%). On observe également certains abris construits en planches (murs) et couverts par les tôles. Les matériaux de construction utilisés sont les sticks d'arbres pour l'ossature des murs, les sticks de rondin pour la réalisation de la charpente, les roseaux (bambous) et les planches pour la fabrication des portes et fenêtres. Dans le cadre d'hébergement, les ménages déplacés se partagent les abris étant donné que la plupart des habitations avait été incendiée et endommagée, tandis que d'autres présentaient signes de vétusté avant la crise.

#### 4.5. Santé

La zone de santé de Birambizo n'a pas de partenaires permanents de santé qui peuvent couvrir toutes les aires de santé. Les soins sont payants dans toutes les structures sanitaires, ce qui rend difficile l'accès aux soins pour certains retournés.

Certains retournés qui nécessitent des soins sont obligés de parcourir une distance de 20 à 25km pour accéder aux soins gratuits à l'hôpital général de Mweso appuyé par une organisation internationale. Cette distance les expose aux cas de décès à mi-parcours et aux violations des droits humains par des acteurs armés actifs dans cette région. Par exemple, le 16 juillet 2022, six hommes du village Mashango qui transportaient un malade vers Mweso avaient été braqués à Katsiru/JTN par les acteurs armés.

On note aussi un défi dans l'accès de kit de dignité pour les filles et les femmes surtout aux villages Mudugudu, Kavumu, Shonyi et Karambi.

Selon les responsables sanitaires, les maladies suivantes constituent des causes de morbidité dans la région:

- Les diarrhées alimentaires et simples, fréquentes chez les enfants de 0 à 10 ans et chez les adultes ;

---

<sup>3</sup> Sources : Bureau du groupement et société civile



- La fièvre typhoïde et le paludisme, fréquents chez les enfants de moins de 5 ans et les adultes ;
- Les dermatoses communément appelés shishikara, une forme de dermatoses (gale) qui attaque toutes les parties du corps sans tenir compte de l'âge ou du sexe ;
- Les infections respiratoires aigües, fréquentes chez les enfants de moins de 5 ans et les adultes ;

Tous les responsables des structures visitées ont exprimé les besoins en appui en médicaments. Une organisation fournit des soins gratuits aux enfants de (0-5 ans) et aux femmes enceintes dans l'aire de santé Karambi.

## 5. ANALYSE NE PAS NUIRE

Certaines zones évaluées notamment Sonyi, Karambi centre, Mudugudu, Mashango centre, Kitunva, Kanyangohe connaissent la présence d'un groupe armé. Les FARDC sont présentes à Gashavu et Kavumu à un effectif réduit, ce qui n'empêche pas cet acteur armé non étatiques de circuler librement dans ces zones.

Ce groupe armé a renforcé son ravitaillement en biens de premières nécessités auprès des civils depuis son retour dans le groupement Bukombo en août. Ce groupe armé avait migré vers la chefferie de Bwisha, zone de combat contre les M23. Dans ce contexte, les bénéficiaires courent le risque d'extorsion de leurs assistances après intervention dans la zone. L'implication des autorités locales dans toutes les activités d'assistance dans la zone est fortement recommandée.

Le risque des impacts inattendus de l'aide humanitaire est réel. En février 2022, au groupement Mutanda, après distribution des NFI aux retournés au village Singa aux environs des Nyanzale, les membres du groupe armé ont fait incursion dans ce village la nuit et les NFI ont été emportés dans plus de 100 ménages. Une personne avait été tué à la suite de la résistance à ces extorsions lors de cette incursion et plus de 11 autres ont été victime des coups et blessures dans la même circonstance. Les interventions dans les zones affectées par les groupes armés nécessitent des discussions préalables avec des comités et leaders locaux.

## 6. RECOMMANDATIONS

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés
<b>Protection de l'enfant</b>	Renforcer les mécanismes de protection de l'enfant dans la zone (processus formel de démobilisation des ESGA, réunification et réinsertion socioéconomique).	<b>GTPE</b>
<b>VBG</b>	Mobiliser les acteurs en vue du renforcement de la prévention de VBG et l'assistance holistique des survivantes dans la région.	<b>Sous cluster VBG</b>
<b>Lutte antimines</b>	Mener des enquêtes non techniques et de dépollution dans les zones affectées par les REG, EEI et ALPC. Plaider auprès d'UNMAS ou AFRILAM pour une mission d'exploration, détection et nettoyage des REG dans les villages de groupement Bukombo surtout à Mashango, Karambi, Kavumu, Shonyi, Kanyangohe, zones post-conflit armé.	<b>GTLAM</b>
<b>Logistique</b>	Mobiliser les acteurs pour la réhabilitation de la route Birambizo-Mashango et Birambizo-Shonyi pour l'accès humanitaire.	<b>GT Logistique</b>
<b>Santé</b>	Mobiliser les acteurs santé pour l'appui en médicaments aux centres de santé de Karambi, Bukombo et HGR de Birambizo.	<b>Cluster santé</b>
<b>Abris/AMES</b>	Construire les abris transitionnels pour 1523 ménages (leurs maisons étaient incendiées ou détruites lors des affrontements). Mobiliser les acteurs pour l'assistance en AME surtout pour 1523 ménages victimes d'incendies et destruction des maisons.	<b>Cluster Abris/AMES</b>
<b>Sécurité alimentaire</b>	Assister les <b>9.473 ménages de 32.597 personnes</b> des zones évaluées en vivres.	<b>Cluster SECAL</b>
<b>Wash</b>	Mobiliser les acteurs Wash pour la réhabilitation des 2 points d'eau dans les villages Kashavu et Kanyangoye.	<b>Cluster Wash</b>

## ANNEXES

### Activités LAM

#### En matière de sensibilisation :

Conséquences liées aux engins de guerre et prévention de ses risques.

Date d'activité	Localité	Zone de Santé	Effectif Sensibilisé						TOTAL	Coordonnées géographiques
			H	F	G	F	PSH	Pers Agées		
LE 9/ 09/ 2022	Bukombo	Birambizo	08	03					11	E029° 08' 02,2'' S01° 10' 08''
/ 09/ 2022	Mashango	Birambizo	25	40	15	10	04	05	99	E029° 08' 03,7'' S01° 05' 23,2''
LE 10/ 09/ 2022	Kitunva	Birambizo	35	30	17	20	02	03	107	E029° 02' 21,5'' S01° 10' 26,2''
LE 11/ 09/ 2022	Karambi	Birambizo	30	33	25	15	01	07	111	E029° 05' 46'' S01° 11' 38''
LE 11/ 09/ 2022	Mudugudu	Birambizo	22	40	11	10	00	04	87	E029° 05' 09,1'' S01° 10' 12''
LE 12/09/2022	Kavumu	Birambizo	35	40	18	10	03	06	112	E029° 09' 03,6'' S01° 13' 48,7''
LE 12/09/2022	Shonyi	Birambizo	40	60	30	20	03	02	155	E029° 09' 18'' S01° 14' 12,4''
LE 13/09/2022	Kashavu	Birambizo	30	25	20	12	05	06	98	E029° 50' 20,4'' S01° 14' 28,4''
LE 14/09/2022	Kanyangohe	Birambizo	42	37	30	35	04	08	156	E029° 08' 40'' S01° 04' 29,5''
Total			276	308	166	132	22	41	936	



**LA ZONE DANGEREUSE SE TROUVE A MASHANGO CENTRE**